

**Comblent l'écart entre ceux qui ont accès à l'eau et ceux qui en sont écartés.**

**Nous avons besoin de plus d'ambition, de plus de projets et de lever les freins au progrès.**

***Le Forum mondial d'Istanbul est une opportunité unique de prendre des décisions nécessaires pour combler les écarts entre des milliards de personnes qui n'ont pas accès au service publique de l'eau et les autres.***

Les gouvernements se réunissent à Istanbul pour parler des défis liés à l'eau. En tant qu'instruments des politiques publiques de l'eau, les opérateurs privés sont confrontés à des défis croissants sur le terrain, à la fois dans les pays développés et en développement. Les gouvernements ont conscience de l'occasion unique qui s'offre à eux d'adopter des décisions cruciales qui aideront à résoudre les problèmes.

### **Plus d'ambition pour accélérer les progrès de l'accès à l'eau et à l'assainissement.**

En Afrique, au rythme actuel, les Objectifs du Millénaire relatifs à l'eau ne seront atteints qu'en 2038, soit deux fois le temps initialement prévu.

Les populations ont besoin d'un meilleur accès à l'eau que celui visé dans les Objectifs du Millénaire sur l'eau et l'assainissement. 3 milliards de personnes et plus d'une personne sur deux dans les pays en développement n'ont pas accès à un robinet. Ils ont besoin d'être libérés de la corvée d'eau et de l'obligation de recourir à vendeurs indépendants qui leur procurent une eau chère et de qualité inconnue. Certains gouvernements font appel à la Fédération et à ses membres pour mettre en œuvre le Droit à l'accès à l'eau. Ces opérateurs ont apporté une eau potable à plus de 25 millions de personnes dans les 15 dernières années.

En 2008, l'Année Internationale de l'Assainissement a contribué à la prise de conscience sur les enjeux de l'assainissement et a permis de comprendre que l'objectif d'accès à des toilettes n'était pas suffisant pour protéger les populations des pollutions des autres. Collecter les eaux usées, les traiter, les réutiliser permet de protéger la santé publique et d'assurer le développement économique, voilà des actions qui méritent d'être mieux reconnues. La gestion intégrée de l'assainissement est indispensable pour répondre simultanément aux défis.

Gérard Payen, Président d'AquaFed, déclare: *"Il faut accélérer, de façon urgente, les programmes publics qui ont pour objectif le développement de l'accès à une eau potable, de l'accès à des toilettes hygiéniques de la gestion des eaux usées».*

### **Comprendre les fondamentaux économiques de l'eau pour améliorer l'accès à l'eau**

Une approche plus réaliste des aspects économiques des services d'eau est indispensable. Le défi consiste à assurer la viabilité des projets et en même temps s'assurer que les prix soient abordables pour les populations. Le "recouvrement durable des coûts" est un nouveau concept qui intègre à la fois les paiements des usagers et les subventions issues des budgets publics. L'objectif est simple : garantir des prix abordables pour chaque catégorie d'utilisateur et des subventions prévisibles qui permettent à l'opérateur d'agir. Une meilleure compréhension de ces problématiques et du concept de "recouvrement durable des coûts" facilitera la réalisation des projets qui contribueront à l'accès à l'eau et à l'assainissement.

## **Toutes les forces doivent être mobilisées. Opposer le public et le privé est une perte de temps qui nuit aux pauvres.**

L'importance des défis liés à l'eau appelle une mobilisation de toutes les parties prenantes. Les polémiques récurrentes qui tentent d'opposer le public et le privé ralentissent les progrès et annulent les efforts. Ces polémiques sont artificielles et inutiles.

- Les conditions du succès pour des politiques de l'eau responsables sont les mêmes pour les opérateurs publics et privés. Les pouvoirs publics doivent établir des objectifs clairs et des moyens appropriés ; Le recouvrement des coûts par les usagers et les contribuables doit être pensé de façon durable. Le soutien politique apporté à l'opérateur, qu'il soit public ou privé, doit être continu.
- Le profit n'est pas un critère distinctif entre opérateurs publics et privés. Bien des services d'eau gérés par le public réalisent des bénéfices y compris dans les pays en développement. Certains versent même des dividendes à leurs actionnaires. C'est le cas de certains services aux Pays-Bas, en Italie, Brésil, Colombie, Cambodge et Afrique du Sud.
- Les différences entre le public et le privé s'estompent. Les entreprises entrent de plus en plus en concurrence avec les entreprises privées et remportent des contrats de partenariat public-privé. Les entreprises publiques efficaces sont souvent gérées comme des entreprises privées.
- Les besoins sont si gigantesques qu'aucune option ne doit être écartée. Toutes les parties prenantes doivent être mobilisées. Les milliards de personnes qui attendent depuis si longtemps un service public de l'eau n'ont que faire des querelles.
- Les études statistiques réalisées à grande échelle montrent que les prix entre opérateurs publics et privés sont comparables<sup>1</sup>.

Payen : *“La priorité de la Communauté internationale est de combler les écarts existants/actuels et non pas d'en créer d'autres. Toutes les forces doivent être rassemblées pour apporter à tous un accès satisfaisant à une eau saine.*

---

<sup>1</sup> Source: World Bank research in developing countries.